MEETING DE SOUTIEN – Beauvais, 11 mars 2013

Discours d'Anthony Auger

Depuis le début de cette belle campagne que nous menons ensemble, dans les nombreuses rencontres que nous avons pu faire, à chaque discussion, à chaque porte-à-porte, une préoccupation revient sur toutes les lèvres, celle de l'Emploi.

Comment cela peut-il être autrement lorsque les chiffres du chômage n'en finissent plus d'augmenter ?

Comment cela peut-il être autrement lorsque chaque jour les annonces de plans de licenciements collectifs se multiplient ?

Notre département, n'a pas été épargné par cette casse de l'outil productif : Continental, Bosch, Tréfimétaux, Still-Saxby … autant de fermetures d'entreprises qui laissent un grand nombre de salariés sans solutions et ampute notre pays de son savoir-faire industriel.

Dans notre circonscription, l'entreprise Merck-Organon qui produit de l'insuline, à Eragny-sur-Epte représente un cas emblématique dans la lutte contre les licenciements boursiers. Comment peut-on justifier la suppression de 250 emplois pour cause économique lorsque le groupe pharmaceutique, 3ème leader mondial, annonce un bénéfice net de 12 milliards de dollars ? Depuis plus de 3 ans, à travers le collectif de soutien, le Front de Gauche est présent, auprès des salariés qui se battent pour obtenir l'invalidation du plan de licenciements et n'obtiennent comme seule réponse du gouvernement un silence complet ! Depuis le début du mois, les salariés ont reçu leurs lettres de licenciement.

L'arrivée au pouvoir d'une majorité qui se réclame de la gauche avait pourtant suscitée un nouvel espoir pour les salariés et leurs représentants. Et nous sommes en droit lorsque la gauche est au pouvoir d'attendre du gouvernement une politique qui réponde aux besoins des salariés et non à ceux de Madame Parisot!

Nous dénonçons avec force l'Accord National Interprofessionnel initié par le MEDEF et signé par des syndicats minoritaires. Bien que nommé « Sécurisation de l'emploi » cet accord représente de graves régressions sociales : plus de dérèglementations du droit du travail, plus de liberté de licencier pour les patrons et encore plus de flexibilité et de précarité pour les travailleurs. Ce serait une grave erreur politique et sociale pour les parlementaires de gauche de transcrire cet accord dans la loi.

En quelques mois, le redressement productif s'est traduit en abandon de l'industrie et la finance désigné il y a un an comme l'adversaire principal de François Hollande continue à dicter sa loi. La gauche ne peut pas remporter son combat contre le chômage avec cette politique. Nous n'avons pas chassé la droite du pouvoir pour subir les mêmes politiques.

Nous, nous ne renonçons pas. Pour mener la bataille de l'emploi, nous devons donner de nouveaux droits aux salariés. Des mesures d'urgence d'abord. Les parlementaires du Front de Gauche ont déposé une proposition de loi pour interdire les licenciements lorsque les entreprises font des profits. Cette même loi a été votée par les sénateurs socialistes il y a un an. Qu'attend le gouvernement pour soumettre à nouveau cette loi au parlement ? Pourquoi ce qui était vrai il y a un

an ne le serait-il plus aujourd'hui ? Ce texte permettrait aux salariés de Merck et bien d'autre de conserver leurs emplois et leurs outils de production.

Pour l'emploi mais aussi pour l'intérêt général du pays, l'Etat et les collectivités locales doivent pouvoir intervenir pour mettre en place un contrôle social des entreprises, qu'il s'agisse de maintenir, de transformer et de développer des filières industrielles. Il n'y a pas de fatalité, Dans le département voisin de l'Eure, il y a un an, tout comme les salariés de Merck aujourd'hui, ceux de la papèterie M-Real à Alizay recevaient leurs lettres de licenciements. Après une lutte déterminée des salariés et avec les élus locaux, le combat s'est soldé par une victoire. Grâce au montage d'un projet industriel et à l'intervention du Conseil Général de l'Eure qui n'a pas hésité à « départementaliser » temporairement le site, l'usine et les 200 salariés ont été sauvés. Cette lutte doit faire figure d'exemple tant pour les salariés que pour les élus !

Nous ne nous résignons pas face à la finance, nous devons reprendre le pouvoir aux banques et créer un pôle public bancaire pour réorienter les crédits vers l'emploi, le renouveau industriel, les services publics et la transition écologique.

Enfin, Puisque je vous parlais de santé avec Merck-Organon, pour lutter contre ce mal qui se repend partout en Europe, l'austérité aigüe, qui creuse les déficits et accentue la précarité, utilisons cette élection pour envoyer une bonne piqure de rappel à François Hollande avec une bonne dose de Front de Gauche !